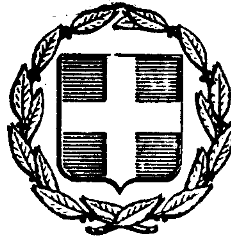


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 14 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1983 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 47

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1347

Κύρωση τῆς Συνθήκης τοῦ Ναϊρόμπι γιὰ τὴν προστασία τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, ψηφισθέντα νόμον.

Ἄρθρο Πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχύ ποὺ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Συνθήκη τοῦ Ναϊρόμπι γιὰ τὴν προστασία τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου ποὺ υἱοθετήθηκε στὸ Ναϊρόμπι στὶς 26 Σεπτεμβρίου 1981, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

Traité de Nairobi
concernant la protection
du symbole Olympique
adopté à Nairobi le 26 septembre 1981

CHARITRE 1

Dispositions de fond

Article premier : Obligation des Etats

Tout Etat partie au présent Traité est tenu, sous réserve des articles 2 et 3, de refuser ou d'invalider l'enxregistrement comme marque et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation comme marque ou autre signe, à des fins commerciales, des tout signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, tel que défini dans la Charte du Comité international olympique, sauf avec l'autorisation du Comité international olympique. Ladite définition et la représentation graphique dudit symbole figurent à l'annexe.

Article 2 : Exceptions à l'obligation

1) L'obligation prévue à l'article premier ne s'impose à aucun Etat partie au présent Traité en ce qui concerne

i) une marque consituée par le symbole olympique ou contenant ce symbole, lorsque cette marque a été enregistrée dans cet Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute periode pendant laquelle, dans ledit Etat l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3 :

ii) la continuation de l'utilisation dans cet Etat, à des fins commerciales, d'une marque ou d'un autre signe constituè par le symbole olympique ou contenant ce symbole, par toute personne ou entreprise ayant licitement commencé à utiliser ainsi ce symbole dans ledit Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égart de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat, l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) i) sont également applicables aux marques dont l'enregistrement produit effet dans l'Etat en vertu d'un enregistrement effectué dans le cadre d'un traité auquel ledit Etat est partie.

3) Toute utilisation autorisée par la personne ou entreprise visée à l'alinéa 1) ii) est considérée, aux fins dudit alinéa, comme une utilisation par ladite personne ou entreprise.

4) Aucun Etat partie au présent Traité n'est tenu d'interdire l'utilisation du symbole olympique lorsque ce symbole est utilisée dans les moyens de communication de masse à des fins d'information sur le mouvement olympique ou ses activités.

Article 3 : Suspension de l'obligation

L'obligation prévue à l'article premier peut être considérée comme suspendue par tout Etat partie au présent Traité pendant toute période pour laquelle aucun accord n'est en vigueur entre le Comité international olympique et le Comité national olympique dudit Etat quant aux conditions dans lesquelles le Comité international olympique autorisera l'utilisation du symbole olympique dans cet Etat et quant à la part revenant audit Comité national olympique sur les recettes perçues par le Comité international olympique au titre desdites autorisations.

CHAPITRE II

Groupements d'Etats

Article 4 : Exceptions au chapitre premier

En ce qui concerne les Etats parties au présent Traité qui sont membres d'une union douanière, d'une zone de libre échange, de tout autre groupement économique ou de tout autre groupement régional ou sous - régional, les dispositions du chapitre premier n'affectent pas leurs obligations au titre de l'instrument instituant une telle union, une telle zone ou un tel autre groupement, en particulier pour ce qui est des dispositions dudit instrument qui régissent la libre circulation des marchandises ou des services.

CHAPITRE III

Clauses finales

Article 5 : Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Organisation Mondiale de la proptiété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation») ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (ci-après dénommée«l'Union de Paris») peut devenir partie au présent Traité par

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Tout Etat non visé à l'alinéa 1) qui est membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des Institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies peut devenir partie au présent Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général»).

Article 6 : Entrée en vigueur du Traite

1) A l'égard des trois Etats qui, les premiers, déposent leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour où est déposé le troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2) A l'égard de tout autre Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour du dépôt de cet instrument.

Article 7 : Dénonciation du Traité

1) Tout Etat peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur a reçu la notification.

Article 8 : Signature et langues du Traité

1) Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, espagnole et russe, ces textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que la Conférence de l'Organisation ou l'Assemblée de l'Union de Paris peuvent indiquer.

3) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Nairobi, jusqu'au 31 décembre 1982 puis, à Généve, jusqu'au 30 juin 1983.

Article 9 : Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité

1) L' exemplaire original du présent Traité, lorqu'il n'est plus ouvert à la signature à Nairobi, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certfie et transmet deux copies du présent Traité à tous les Etats visés à l'article 5. i) et 2) et, sur demande, à toàut autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10 : Notifications

Le Directeur général notifié aux Etats visés à l'article 5.1) et 2)

i) les signatures apposées selon l'article 8;
ii) le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion selon l'article 5, 3) :
iii) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'artole 6. 1):
iv) toute dénonciation notifiée selon l'article 7.

Annexe

Le symbole olympique est constitué par cinq anneaux entrelacés : bleu, jaune, noir, vert et rouge, placés dans cet ordre de gauche à droite. Il est constitué par les anneaux olympiques employés seuls, en une ou plusieurs couleurs.

ΣΥΝΘΗΚΗ

τοῦ Ναϊρόμπι περὶ προστασίας τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου πού υἱοθετήθηκε στὸ Ναϊρόμπι στὶς 26 Σεπτ. 1981.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι.

Οὐσιαστικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 1 : Ὑποχρέωση τῶν Κρατῶν.

Κάθε Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης εἶναι ὑποχρεωμένο, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν ἄρθρων 2 καὶ 3, νὰ ἀρνεῖται ἢ νὰ ἀκυρώνει τὴν καταχώρηση ὡς σῆμα καὶ νὰ ἀπαγορεύει, μὲ προσήκοντα μέτρα, τὴ χρησιμοποίηση ὡς σῆμα ἢ ἄλλο διακριτικὸ γιὰ ἐμπορικοὺς σκοπούς, κάθε διακριτικοῦ πού ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ πού περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅπως τοῦτο προσδιορίζεται στὸ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς κι ἂν ὑπάρχει ἔγκριση τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ ἐν λόγω προσδιορισμὸς καὶ ἡ γραφικὴ ἀναπαράσταση τοῦ ἐν λόγω συμβόλου ἐμφαίνονται στὸ παράρτημα.

Ἄρθρο 2 : Ἐξαιρέσεις ἀπὸ τὴν ὑποχρέωση.

1. Ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο δὲν ἐπιβάλλεται σὲ κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης ὅσον ἀφορᾶ :

α) ἕνα σῆμα πού ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ πού περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅταν τὸ σῆμα τοῦτο ἔχει κατατεθεῖ στὸ Κράτος αὐτὸ πρὶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συνθήκης ὡς πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3.

β) τὴ συνέχιση τῆς χρησιμοποίησης στὸ Κράτος αὐτό, γιὰ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ἑνὸς σήματος ἢ ἑνὸς ἄλλου διακριτικοῦ πού ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο, ἀπὸ κάθε πρόσωπο ἢ ἐπιχείρηση πού εἶχαν ἀρχίσει νὰ χρησιμοποιοῦν νόμιμα ὡς σῆμα τὸ σύμβολο τοῦτο στὸ ἐν λόγω Κράτος,

ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συνθήκης ὡς πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγῳ Κράτος, ἡ ὑποχρέωση ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3.

2. Οἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 (α) ἐφαρμόζονται ἐπίσης στὰ σήματα τῶν ὁποίων ἡ κατάθεση ἰσχύει στὸ Κράτος δυνάμει κατάθεσης ποὺ πραγματοποιήθηκε στὸ πλαίσιο συνθήκης τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγῳ Κράτος εἶναι μέρος.

3. Κάθε χρησιμοποίηση ποὺ ἐπιτρέπεται ἀπὸ τὸ πρόσωπο ἢ τὴν ἐπιχείρηση ποὺ ἀναφέρονται στὴ παράγραφο 1 (β) θεωρεῖται, γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς ἐν λόγῳ παραγράφου ὡς χρησιμοποίηση ἀπὸ τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπο ἢ ἐπιχείρηση.

4. Κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης δὲν εἶναι ὑποχρεωμένο νὰ ἀπαγορεύσει τὴ χρησιμοποίηση τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου, ὅταν τὸ σύμβολο αὐτὸ χρησιμοποιεῖται στὰ μέσα μαζικῆς ἐνημέρωσης γιὰ πληροφοριακοὺς σκοποὺς γιὰ τὴν ὀλυμπιακὴ κίνηση ἢ τὶς δραστηριότητές της.

Ἄρθρο 3 : Ἀναστολὴ τῆς ὑποχρέωσης.

Ἡ ὑποχρέωση ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο 1 μπορεῖ νὰ θεωρηθεῖ ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ ἀπὸ κάθε Κράτος - μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία καμία συμφωνία δὲν βρίσκεται σὲ ἰσχὺ μεταξὺ τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς Ἐθνικῆς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους ὅσον ἀφορᾶ τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐπιτρέψει τὴ χρησιμοποίηση ὀλυμπιακοῦ συμβόλου στὸ Κράτος αὐτὸ καὶ ὅσον ἀφορᾶ τὸ μερίδιο τὸ ὁποῖο ἀναλογεῖ στὴν ἐν λόγῳ Ἐθνικὴ Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ ἀπὸ τὰ ἔσοδα ποὺ θὰ εἰσπράξει ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ γιὰ τὶς ἐν λόγῳ ἄδειες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ.

Συνενώσεις Κρατῶν

Ἄρθρο 4 : Ἐξαιρέσεις στὸ Πρῶτο Κεφάλαιο.

Ὅσον ἀφορᾶ τὰ Κράτη – Μέρη τῆς παρούσας Συνθήκης τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη μιᾶς τελωνειακῆς ἕνωσης, μιᾶς ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν, κάθε ἄλλης οἰκονομικῆς συνένωσης ἢ κάθε ἄλλης περιφερειακῆς ἢ ὑπο - περιφερειακῆς συνένωσης, οἱ διατάξεις τοῦ Πρώτου Κεφαλαίου δὲν ἐπηρεάζουν τὶς ὑποχρεώσεις τους ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὸ ἱδρυτικὸ ἔγγραφο τὸ ὁποῖο συνιστᾶ μιὰ τέτοια ἕνωση, μιὰ τέτοια ζώνη ἢ μιὰ ἄλλη τέτοια συνένωση, ἰδιαίτερα ὅσον ἀφορᾶ τὶς διατάξεις τοῦ ἐν λόγῳ ἱδρυτικοῦ ἐγγράφου ποὺ διέπουν τὴν ἐλεύθερη διακίνηση τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τῶν ὑπηρεσιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ.

Τελικὲς ρῆτρες.

Ἄρθρο 5 : Τρόποι γιὰ νὰ γίνει ἕνα Κράτος μέρος τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μέλος τῆς Παγκόσμιας Ὀργάνωσης Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας (ποὺ ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ Ὀργάνωση» ἢ τῆς Διεθνοῦς Ἕνωσης γιὰ τὴν προστασία τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας (ποὺ ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ ἕνωση τοῦ Παρισιοῦ») μπορεῖ νὰ γίνει μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ α) τὴν ὑπογραφὴ τῆς Συνθήκης, τὴν ὁποία θὰ ἀκολουθεῖ ἡ κατάθεση ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης ἢ β) τὴν κατάθεση ἐγγράφου προσχώρησης.

2. Κάθε Κράτος ποὺ δὲν ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1, τὸ ὁποῖο εἶναι μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἑνὸς ἀπὸ τοὺς ἐξειδικευμένους Ὀργανισμοὺς ποὺ συνδέονται μὲ τὸν Ὀργανισμὸ Ἑνωμένων Ἐθνῶν, μπορεῖ νὰ γίνει μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ τὴν κατάθεση ἑνὸς ἐγγράφου προσχώρησης.

3. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης καὶ προσχώρησης κατατίθενται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τῆς Ὀργάνωσης (ποὺ ἐπονομάζεται παρακάτω «ὁ Γενικὸς Διευθυντής»).

Ἄρθρο 6 : Ἔναρξη ἰσχύος τῆς Συνθήκης.

1. Γιὰ τὰ τρία Κράτη, τὰ ὁποῖα πρῶτα καταθέτουν τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης τους, ἡ παρούσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχὺ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία κατατέθηκε τὸ τρίτο ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης.

2. Γιὰ κάθε ἄλλο Κράτος τὸ ὁποῖο καταθέτει ἕνα ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης, ἡ παροῦσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχὺ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 7 : Καταγγελία τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μπορεῖ νὰ καταγγείλει τὴν παρούσα Συνθήκη μὲ δήλωση ἡ ὁποία θὰ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Διευθυντή.

2. Ἡ καταγγελία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἔλαβε τὴ δήλωση.

Ἄρθρο 8 : Ὑπογραφὴ καὶ γλῶσσες σύνταξης τῆς Συνθήκης.

1. Ἡ παρούσα Συνθήκη ὑπογράφεται σὲ ἕνα μοναδικὸ πρωτότυπο στὴ γαλλική, ἀγγλική, ἱσπανικὴ καὶ ρωσικὴ γλώσσα· τὰ κείμενα αὐτὰ ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ.

2. Ἐπίσημα κείμενα συντάσσονται ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντή, ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τὶς ἐνδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στὴ γερμανική, ἀραβική, ἰταλικὴ καὶ πορτογαλικὴ γλώσσα καὶ στὶς ἄλλες γλῶσσες τὶς ὁποῖες ἡ Διάσκεψη τῆς Ὀργάνωσης ἢ ἡ Συνέλευση τῆς Ἕνωσης τοῦ Παρισιοῦ μποροῦν νὰ ὑποδείξουν.

3. Ἡ παρούσα συνθήκη μπορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ, στὸ Ναϊρόμπι, μέχρι τὶς 31 Δεκεμβρίου 1982 καὶ ἔπειτα, στὴ Γενεύη, μέχρι τὶς 30 Ἰουνίου 1983.

Ἄρθρο 9 : Κατάθεση τῆς Συνθήκης. διαβίβαση ἀντιγράφων. καταχώρηση τῆς Συνθήκης.

1. Τὸ πρωτότυπο τῆς παρούσας Συνθήκης, ὅταν πιὰ δὲν μπορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ στὸ Ναϊρόμπι, κατατίθεται στὸ Γενικὸ Διευθυντή.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπικυρώνει καὶ διαβιβάζει δύο ἀντίγραφα τῆς παρούσας Συνθήκης πρὸς ὅλα τὰ Κράτη ποὺ ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 5 παρ. 1 καὶ 2 καὶ πρὸς κάθε ἄλλο Κράτος, κατόπιν αἰτήσεώς του.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καταχωρεῖ τὴν παρούσα Συνθήκη στὴ Γραμματεία τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρο 10 : Κοινοποιήσεις.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς κοινοποιεῖ πρὸς τὰ Κράτη ποὺ ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο παρ. 5 1 καὶ 2

I) τὶς ὑπογραφὲς οἱ ὁποῖες τίθενται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 8·

II) τὴν κατάθεση ἐγγράφων ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 παρ. 3

III) τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία ἀρχίζει ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσας Συνθήκης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 6 παρ. 1·

IV) κάθε καταγγελία ἡ ὁποία ἔχει δηλωθεῖ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 7.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε συνδεδεμένους δακτύλιους: μπλὲ, κίτρινο, μαῦρο, πράσινο καὶ κόκκινο, οἱ ὁποῖοι εἶναι τοποθετημένοι μ' αὐτὴ τὴ σειρὰ ἀπὸ ἀριστερὰ πρὸς τὰ δεξιά. Ἀποτελεῖται ἀπὸ τοὺς ὀλυμπιακοὺς δακτύλιους ποὺ χρησιμοποιοῦνται μόνοι, σὲ ἕνα ἢ περισσότερα χρώματα.

Ἄρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 12 Ἀπριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ	**ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 13 Ἀπριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1348

Διάλυση τοῦ Ν.Π.Δ.Δ. μὲ τὴν ἐπωνυμία «Ἅρμα Θέσπιδος» καὶ ἄλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνομεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο 1.

Τὸ Ν.Π.Δ.Δ. μὲ τὴν ἐπωνυμία «Ἅρμα Θέσπιδος», ποὺ συστήθηκε μὲ τὸ Ν. 418/1976 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία «Ἅρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ», διαλύεται ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 2.

1. Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ αὐτοδίκαια καὶ χωρὶς ἄλλη διατύπωση πλὴν τῆς ἀπογραφῆς, μεταβιβάζονται κατὰ κυριότητα στὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο καὶ τίθενται στὴ διάθεση τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Ὁ Ὑπουργὸς Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, μὲ ἀποφάσεις του, ποὺ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, μπορεῖ νὰ παραχωρεῖ τὰ παραπάνω περιουσιακὰ στοιχεῖα κατὰ χρήση στὰ Ν.Π.Δ.Δ., ποὺ ἐποπτεύει καὶ κατὰ προτίμηση στὰ Κρατικὰ καὶ τὰ Δημοτικὰ Θέατρα. Οἱ μεταβιβάσεις γίνονται ἀτελῶς καὶ ἀπαλλάσσονται ἀπὸ κάθε δασμὸ καὶ φόρο.

2. Στὰ δικαιώματα καὶ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ διατάξεις νόμων ἢ ἀπὸ συμβάσεις ἢ ἀπὸ ὁποιαδήποτε ἄλλη σχέση τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» ὑπεισέρχεται σὰν καθολικὸς διάδοχος τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

3. Οἱ τυχὸν ἐκκρεμεῖς δίκες μὲ τὸ «Ἅρμα Θέσπιδος» διακόπτονται καὶ ἐπαναλαμβάνονται, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Κώδικα Πολιτικῆς Δικονομίας, μὲ τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

4. Τὸ Ἀρχεῖο τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» περιέρχεται στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Ἄρθρο 3.

1. Οἱ παρακάτω ὀργανικὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ μεταφέρονται, ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ, ὡς ἑξῆς:

α) Στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν:

Τρεῖς (3) θέσεις μὲ βαθμοὺς 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μὲ βαθμοὺς 12ο—9ο τοῦ κλάδου ΣΕ κλητήρων—θυρωρῶν.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσθέτονται στοὺς κλάδους ΜΕ1 Διοικητικοῦ καὶ ΣΕ1 κλητήρων, ἀντίστοιχα.

β) Στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή:

Δύο (2) θέσεις μὲ βαθμοὺς 5ο—4ο τοῦ κλάδου ΑΤ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μὲ βαθμοὺς 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσθέτονται στοὺς κλάδους ΑΤ2 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ καὶ ΜΕ1 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ, ἀντίστοιχα.

γ) Στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων:

Μία (1) θέση μὲ βαθμὸ 8ο—6ο τοῦ κλάδου ΑΤ1 Διοικητικοῦ.

Μία (1) θέση μὲ βαθμὸ 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσθέτονται στοὺς κλάδους ΑΤ1 Διοικητικοῦ καὶ ΜΕ1 ἐπιστάτη, ἀντίστοιχα.

2. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ποὺ θὰ ἐκδοθεῖ μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ ἁρμόδιου Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὁρίζονται οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνὴ καὶ στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων, ἀντίστοιχα.

3. Ἡ ἔνταξη στοὺς παραπάνω κλάδους καὶ ἡ σειρὰ ἀρχαιότητας τῶν ὑπαλλήλων τῆς παραγρ. 1 σὲ σχέση μὲ τοὺς ἄλλους ὑπαλλήλους ποὺ ὑπηρετοῦν στοὺς κλάδους ποὺ θὰ γίνει ἡ μεταφορὰ καθορίζεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀνάλογα, ποὺ ἐκδίδεται μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τῶν ἁρμόδιων Ὑπηρεσιακῶν Συμβουλίων μὲ βάση τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἀπέκτησε ὁ καθένας τὸν τελευταῖο βαθμό του.

4. Οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν μποροῦν κατ' ἐπιλογή τους εἴτε νὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ὑπάγονται στὰ Ταμεῖα Ἀρωγῆς ἢ Ἐπικουρικῆς ἀσφάλισης, στὰ ὁποῖα μέχρι τὴν ἡμερομηνία τῆς μεταφορᾶς τους ὑπάγονται, εἴτε νὰ ὑπαχθοῦν στὰ ἀντίστοιχα τῶν Ὑπηρεσιῶν στὶς ὁποῖες μεταφέρονται.

5. Ὅλες οἱ κενὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» καταργοῦνται.

Ἄρθρο 4.

1. Οἱ θέσεις προσωπικοῦ τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» μὲ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 11 παρ. 1 περ. ΙΙΙ ὑποπερίπτωση α' τοῦ Ν. 418/1976 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἅρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ», καταργοῦνται καὶ αὐτοὶ ποὺ τὶς κατέχουν ἀπολύονται αὐτοδίκαια ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Οἱ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀπολυόμενοι μποροῦν νὰ συνεχίσουν νὰ προσφέρουν τὶς ὑπηρεσίες τους, μέχρι λήξεως τῆς συμβάσεώς τους στὸ Ἐθνικὸ Θέατρο ἢ τὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος, κατόπιν αἰτήσεώς τους, ποὺ θὰ ὑποβληθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας δεκαπέντε (15) ἡμερῶν ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ. Σὲ περίπτωση ποὺ ἐπιλέξουν τὴ συνέχιση τῆς συμβάσεώς τους στοὺς παραπάνω ὀργανισμοὺς δὲν δημιουργεῖται ἀξίωση ἀποζημιώσεως, ὡς χρόνος δὲ ἐνάρξεως τῆς νέας

συμβάσεως λογίζεται ή ήμερομηνία δημοσιεύσεως τοῦ νόμου αὐτοῦ.

3. Οἱ θέσεις προσωπικοῦ τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» μὲ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 11 παρ. 1 περ. III ὑποπερίπτωση β', γ', δ' καὶ ε' τοῦ Ν. 418/1976 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἅρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ» καὶ εἶναι συμπληρωμένες κατὰ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ, μεταφέρονται μαζὶ μὲ τὸ προσωπικὸ ποὺ ὑπηρετεῖ σ' αὐτὲς στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, στὸ Ἐθνικὸ Θέατρο, στὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος καὶ στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνὴ μὲ κοινὲς ἀποφάσεις τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας τῆς Κυβέρνησης καὶ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Οἱ κενὲς θέσεις τῆς προηγούμενης παραγράφου καταργοῦνται ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

4. Οἱ ὑπάλληλοι ποὺ ὑπηρετοῦν μὲ σύμβαση ἀόριστου χρόνου σὲ θέσεις ἐργατῶν - καθαριστριῶν, ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 11 παρ. 1, περ. III, ὑποπερ. στ' τοῦ Ν. 418/1976, μεταφέρονται αὐτοδίκαια μὲ τὶς θέσεις τους στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν. Γιὰ τὴ μεταφορὰ αὐτὴ ἐκδίδεται διαπιστωτικὴ πράξη τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἄρθρο 5.

Οἱ δαπάνες μισθοδοσίας τοῦ προσωπικοῦ ποὺ μεταφέρεται βαρύνουν τὸν προϋπολογισμὸ τῶν Ὑπηρεσιῶν στὶς ὁποῖες μεταφέρεται καὶ οἱ ὁποῖες ἐνισχύονται μὲ τὰ ἀναγκαῖα πρὸς τοῦτο ποσὰ ἀπὸ τὴν πίστωση ποὺ γράφτηκε στὸν προϋπολογισμὸ τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν τρέχοντος ἔτους γιὰ ἐπιχορήγηση τοῦ καταργούμενου «Ἅρματος Θέσπιδος». Τυχὸν ἀδιάθετα ταμειακὰ ὑπόλοιπα τοῦ καταργούμενου νομικοῦ προσώπου, μετὰ τὴν ἐξόφληση τῶν ἀνειλημμένων ὑποχρεώσεών του κατατίθενται στὸ Δημόσιο Ταμεῖο καὶ ἐγγράφονται στὸν προϋπολογισμὸ τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση δαπανῶν καλλιτεχνικῶν δραστηριοτήτων τῶν Κρατικῶν Θεάτρων.

Ἄρθρο 6.

1. Οἱ θέσεις καλλιτεχνικῶν διευθυντῶν, μὲ ἀποδοχὲς ἀναπληρωτῆ γενικοῦ διευθυντῆ καὶ μὲ τριετῆ θητεία, τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου, τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς, τοῦ Κρατικοῦ Θεάτρου Βορείου Ἑλλάδος καὶ τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος», ποὺ συστήθηκαν μὲ τὸ ἄρθρο 24 παρ. 1 τοῦ Ν. 1075/1980, καταργοῦνται ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Ἡ θητεία τῶν καλλιτεχνικῶν διευθυντῶν τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου, τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς, τοῦ Κρατικοῦ Θεάτρου Βορείου Ἑλλάδος καὶ τοῦ «Ἅρματος Θέσπιδος» λήγει ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ. Οἱ κάτοχοι τῶν θέσεων αὐτῶν ἀπολύονται αὐτοδίκαια.

Γιὰ τὴν ἀπόλυση ἐκδίδεται διαπιστωτικὴ πράξη τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

3. Στὸ Ἐθνικὸ Θέατρο, στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνὴ καὶ στὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος συνιστᾶται ἀπὸ μία (1) θέση διευθυντῆ μὲ τριετῆ θητεία ποὺ μπορεῖ νὰ ἀνανεώνεται καὶ μὲ ἀποδοχὲς ὑπαλλήλων εἰδικῶν θέσεων α' βαθμοῦ.

4. Ἡ ἐπιλογὴ καὶ ὁ διορισμὸς τῶν διευθυντῶν, στὶς θέσεις τῆς παρ. 3, γίνεται μὲ τὴ διαδικασία ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 4 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 48/1974 «περὶ διαλύσεως τῆς ΟΚΘΕ καὶ ἐπανασυστάσεως τῶν συγχωνευθέντων εἰς αὐτὸν Ν.Π.Δ.Δ.». Κατὰ τὴν πρώτη ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος, ἡ ἐπιλογὴ καὶ ὁ διορισμὸς τῶν διευθυντῶν στὶς παραπάνω θέσεις γίνεται ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τὴ δημοσίευση τῶν διαταγμάτων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 9 τοῦ νόμου αὐτοῦ. Μέχρι νὰ ὁλοκληρωθεῖ ἡ διαδικασία αὐτὴ καθὼς καὶ σὲ περίπτωση ἀδυναμίας τοῦ διορισθέντος νὰ ἀσκήσει τὰ καθήκοντά του γιὰ ὁποιοδήποτε λόγο, τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο ἀναθέτει προσωρινὰ τὰ καθήκοντα τοῦ διευθυντῆ σὲ ἕνα ἀπὸ τὰ μέλη του.

Ἄρθρο 7.

1. Στὴν Κρατικὴ Ὀρχήστρα Ἀθηνῶν καὶ στὴν Κρατικὴ Ὀρχήστρα Θεσσαλονίκης συνιστᾶται ἀπὸ μία (1) θέση διευθυντῆ με τριετῆ θητεία ποὺ μπορεῖ νὰ ἀνανεώνεται καὶ μὲ ἀποδοχὲς ὑπαλλήλων εἰδικῶν θέσεων α' βαθμοῦ.

2. Ὁ διορισμὸς στὶς θέσεις τῆς παρ. 1 γίνεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

3. Ὁ διευθυντὴς τῆς Ὀρχήστρας, ἐὰν ἔχει τὴν ἰδιότητα τοῦ ἀρχιμουσικοῦ, δὲν μπορεῖ νὰ διευθύνει πέρα ἀπὸ τὸ ἕνα ὄγδοο (1/8) τῶν ἐτήσιων συναυλιῶν τῶν Κρατικῶν Ὀρχηστρῶν.

4. Γιὰ τὶς θέσεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 6 καὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ἐφαρμόζονται οἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20 παράγρ. 8 τοῦ Κ.Π.Δ. 611/1977 καὶ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Ν. 261/1976, «περὶ τρόπου πληρώσεως θέσεων τῶν Ν.Π.Δ.Δ. καὶ συναφῶν διατάξεων».

Ἄρθρο 8.

1. Οἱ πρόσθετες μηνιαῖες ἀποδοχὲς τῶν διευθυντῶν τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου, τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς, τοῦ Κρατικοῦ Θεάτρου Βορείου Ἑλλάδος, τῆς Κρατικῆς Ὀρχήστρας Ἀθηνῶν καὶ τῆς Κρατικῆς Ὀρχήστρας Θεσσαλονίκης γιὰ καλλιτεχνικὴ ἐργασία στοὺς ὀργανισμοὺς αὐτοὺς δὲν μποροῦν νὰ ὑπερβαίνουν τὸ 30% τοῦ συνόλου τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν τῆς ὀργανικῆς τους θέσεως.

2. Στὶς ἀμοιβὲς τῆς προηγούμενης παραγράφου δὲν περιλαμβάνονται τὰ δικαιώματα ἀπὸ πνευματικὴ ἰδιοκτησία.

Ἄρθρο 9.

Μὲ Προεδρικὰ Διατάγματα, ποὺ ἐκδίδονται ὕστερα ἀπὸ πρόταση τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας τῆς Κυβέρνησης καὶ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, καθορίζονται τὰ προσόντα καὶ οἱ ἁρμοδιότητες τῶν διευθυντῶν τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου, τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς, τοῦ Κρατικοῦ Θεάτρου Βορείου Ἑλλάδος, τῆς Κρατικῆς Ὀρχήστρας Ἀθηνῶν καὶ τῆς Κρατικῆς Ὀρχήστρας Θεσσαλονίκης.

Ἄρθρο 10.

Οἱ διατάξεις περὶ διορισμοῦ Κυβερνητικοῦ Ἐπιτρόπου στὰ Κρατικὰ Θέατρα καταργοῦνται.

Ἄρθρο 11.

Ἐπαναφέρεται σὲ ἰσχὺ τὸ ἄρθρο 140 τοῦ Κανονιστικοῦ Διατάγματος τῆς 4ης Δεκεμβρίου 1943 «περὶ ἐγκρίσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου» καὶ τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 140.

1. Τὸ Ἐθνικὸ Θέατρο ὀργανώνει κινητὲς θεατρικὲς μονάδες μὲ προσωπικὸ τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου καὶ μὲ προσωπικὸ διάφορων εἰδικοτήτων, ποὺ θὰ προσλαμβάνεται μὲ σύμβαση ἐργασίας ὁρισμένου χρόνου, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ κεφαλ. Δ' ἄρθρα 51 καὶ ἑπόμενα τοῦ Ν. 993/1979 «περὶ τοῦ ἐπὶ συμβάσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου προσωπικοῦ τοῦ Δημοσίου κ.λ.π.».

2. Ἡ λειτουργία, οἱ περιοδεῖες καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια ὀργανώσεως τῶν ὡς ἄνω μονάδων ρυθμίζεται σύμφωνα μὲ τὰ προβλεπόμενα στὸ ἄρθρο 6 τοῦ Ν.Δ. 48/1974».

Ἄρθρο 12.

1. Ἀπὸ τὶς εἰδικότητες ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 1, Α' κατηγορία, περίπτωση Ι Ἐκπαιδευτικὸ Προσωπικὸ Κλά-

δου ΑΡ ὑποδιευθυντοῦ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων μὲ ἀριθμὸ 103765/1328/13.9.1958 (ΦΕΚ 255/Β/1958), καταργεῖται ἡ εἰδικότητα τῆς δραματικῆς τέχνης.

2. Καταργοῦνται αὐτοδίκαια δύο μόνιμες θέσεις τοῦ κλάδου ΑΡ4 καθηγητῶν Β' Τάξεως μὲ βαθμοὺς 7ο—4ο τοῦ Κρατικοῦ Ὠδείου Θεσσαλονίκης, τὶς ὁποῖες κατέχουν διπλωματοῦχοι εἰδικότητας δραματικῆς τέχνης, ποὺ εἶχαν προσληφθεῖ γιὰ τὶς ἀνάγκες τῆς σχολῆς δραματικῆς τέχνης.

3. Οἱ κάτοχοι τῶν θέσεων, ποὺ καταργοῦνται, ἀπολύονται αὐτοδίκαια. Γιὰ τὴν ἀπόλυσή τους ἐκδίδεται διαπιστωτικὴ πράξη τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, βεβαιωτικὴ τῆς πραγματικῆς καὶ συντάξιμης ὑπηρεσίας τους.

Ἄρθρο 13.

1. Τὸ τρίτο ἐδάφιο τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ Ν. 1158/1981 «περὶ ὀργανώσεως καὶ διοικήσεως σχολῶν Ἀνωτέρας Καλλιτεχνικῆς Ἐκπαιδεύσεως κ.λπ.» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Οἱ ἀποτυχόντες στὶς διενεργούμενες ἀπὸ τὶς Σχολὲς καὶ Ἐπιτροπὲς ἐξετάσεις τριτοετεῖς σπουδαστὲς δὲν ἐπαναλαμβάνουν τὰ μαθήματα τῆς τάξεώς τους, ἀλλὰ παραπέμπονται στὴν ἑπόμενη ἐξεταστικὴ περίοδο καὶ ἐξετάζονται μόνο στὰ μαθήματα στὰ ὁποῖα ἀπέτυχαν».

2. Οἱ προθεσμίες γιὰ τὴν ἐγγραφὴ σπουδαστῶν καὶ τὴ λήξη λειτουργίας τῶν ἰδιωτικῶν σχολῶν Δραματικῶν, Χοροῦ καὶ Κινηματογράφου, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὴν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 27 τοῦ Ν. 1158/1981, παρατείνονται κατὰ δύο σχολικὰ ἔτη.

Ἄρθρο 14.

Καταργοῦνται ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ:

α) Οἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 23 καὶ 24 τοῦ Ν. 1075/1980 «περὶ μονιμοποιήσεως μουσικῶν τῶν Κρατικῶν Ὀρχηστρῶν Ἀθηνῶν καὶ Θεσσαλονίκης κ.λπ.».

β) Οἱ διατάξεις τοῦ Π.Δ. 617/1981 «περὶ ἁρμοδιοτήτων τῶν Γενικῶν Διευθυντῶν καὶ τῶν Καλλιτεχνικῶν Διευθυντῶν τῶν Κρατικῶν Θεάτρων».

γ) Οἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Ν. 113/1945 «περὶ ὑπαγωγῆς τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων», τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Ν.Δ. 4370/1964 «περὶ ἱδρύσεως Κρατικοῦ Θεάτρου Βορείου Ἑλλάδος καὶ ρυθμίσεως ζητημάτων τινῶν τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου καὶ τῆς Ἐθνικῆς Λυρικῆς Σκηνῆς» καὶ τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Ν.Δ. 80/1946 «περὶ τοῦ Ἐθνικοῦ Θεάτρου».

δ) Οἱ διατάξεις τοῦ Ν. 418/1976 καὶ κάθε διάταξη, ποὺ ἐκδόθηκε κατ' ἐξουσιοδότηση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 15.

1. Ἡ ἰσχὺς τῶν ἄρθρων 6, 7, 8, 10 καὶ 17 ἕως καὶ 22 τοῦ Ν. 1158/1981 «περὶ ὀργανώσεως καὶ διοικήσεως Σχολῶν Ἀνωτέρας Καλλιτεχνικῆς Ἐκπαιδεύσεως κλπ.» ἐπεκτείνεται καὶ στὶς ἐρασιτεχνικὲς Σχολὲς Χοροῦ.

2. Διπλωματοῦχοι ἢ πτυχιοῦχοι ἑνὸς Τμήματος τῶν Ἀνωτέρων Σχολῶν Καλλιτεχνικῆς Ἐκπαιδεύσεως τοῦ Ν. 1158/1981 «περὶ ὀργανώσεως καὶ διοικήσεως Σχολῶν Ἀνωτέρας Καλλιτεχνικῆς Ἐκπαιδεύσεως κλπ.» δύναται νὰ κατατάσσονται, κατόπιν κατατακτήριων ἐξετάσεων, ποὺ διενεργοῦνται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ ἴδιου νόμου, μέχρι καὶ τὸ δεύτερο ἔτος ἄλλου Τμήματος τῆς ἴδιας Σχολῆς.

Ἄρθρο 16.

1. Μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ἐσωτερικῶν καὶ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τοῦ Κεντρικοῦ Ἀρχαιολογικοῦ Συμβουλίου καὶ γνώμη τῆς τοπικῆς Ἐφορείας Ἀρχαιοτήτων ἐπιτρέπεται ἡ παραχώρηση σὲ ὀργανισμοὺς τοπικῆς αὐτοδιοίκησης τῆς χρήσης τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀκινήτων καὶ κάθε ἀκινήτου καὶ χώρου τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου ποὺ τελεῖ ὑπὸ τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ἀρχαιολογικῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κράτους καὶ βρίσκεται στὴν περιφέρεια τῶν παραπάνω ὀργανισμῶν.

2. Ἡ ἀπόφαση ὁρίζει τὸ σκοπό, τὴ διάρκεια καθὼς καὶ τοὺς ὅρους τῆς παραχώρησης, ποὺ ἡ παράβασή τους ἐπιφέρει τὴν ἀνάκληση τῆς ἀπόφασης. Στοὺς ὅρους αὐτοὺς περιλαμβάνεται ὑποχρεωτικὰ ἡ ἐποπτεία τῶν ἀκινήτων ἀπὸ τὴν ἁρμόδια τοπικὴ Ἐφορεία Ἀρχαιοτήτων καὶ ἡ λειτουργία τους ἀποκλειστικὰ καὶ μόνο γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς παραχώρησης.

Ἄρθρο 17.

Οἱ θέσεις τοῦ κλάδου ΑΤ ἐπιμελητῶν τοῦ Μουσείου Ἑλληνικῆς Λαϊκῆς Τέχνης, οἱ προβλεπόμενες ἀπὸ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν.Δ. 22/1923 (ΦΕΚ Α 245/31.8.23) ὅπως τροποποιήθηκαν μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν.Δ. τῆς 31 Αὐγούστου / 9 Σεπτεμβρίου 1935 (ΦΕΚ 39 Α), σὲ συνδυασμὸ μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν.Δ. 384/1974 (ΦΕΚ 99/Α/11.4.74) καὶ τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν 1189/1981 (ΦΕΚ 203 Α/30.7.81), σὲ ἐφαρμογὴ τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση 73464/15410/3.11.81 (ΦΕΚ 708 Β, 20.11.81) τῆς Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, γιὰ τὴ σύσταση τεσσάρων ἀκόμα θέσεων στὸν κλάδο ΑΤ ἐπιμελητῶν, διαβαθμίζονται ὡς ἑξῆς: Μία (1) θέση στοὺς βαθμοὺς 3ο—2ο καὶ τέσσερις (4) θέσεις στοὺς βαθμοὺς 7ο ἢ 6ο—4ο Τυπικὰ προσόντα διορισμοῦ στοὺς εἰσαγωγικοὺς βαθμοὺς 7 ἢ 6ο εἶναι τὰ προβλεπόμενα ἀπὸ τὴν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν. 1189/1981.

Ἄρθρο 18.

1. Οἱ κατὰ τὴ δημοσίευση τοῦ παρόντος ὀργανικὲς θέσεις συντηρητῶν ἔργων τέχνης τοῦ Μουσείου Ἑλληνικῆς Λαϊκῆς Τέχνης μὲ σύμβαση ἰδιωτικοῦ δικαίου ἀόριστου χρόνου, ποὺ συστήθηκαν μὲ τὸ ἄρθρο 6 παρ. 3 τοῦ Ν. 1189/1981, μετατρέπονται σὲ μόνιμες θέσεις κλάδου ΜΕ2 συντηρητῶν ἔργων τέχνης καὶ αὐτοὶ ποὺ ὑπηρετοῦν μὲ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου διορίζονται καὶ ἐντάσσονται στὶς θέσεις αὐτὲς ἀνάλογα μὲ τὸ χρόνο ὑπηρεσίας ποὺ ἔχουν, ἐφαρμοζομένων ἀναλόγως τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. 1189/1981.

2. Προσόντα διορισμοῦ γιὰ τὸν εἰσαγωγικὸ βαθμὸ (9ο) τοῦ Κλάδου αὐτοῦ ὁρίζονται:

Ἀπολυτήριο Λυκείου ἢ ἑξατάξιου Γυμνασίου, πτυχίο Σχολῆς Συντηρήσεως Ἔργων Τέχνης τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς ἢ τριετὴς ἐμπειρία στὴ συντήρηση ἔργων τέχνης καὶ γνώσεις μιᾶς τῶν κύριων εὐρωπαϊκῶν γλωσσῶν.

3. Οἱ κατὰ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ ὑπηρετοῦντες στὴν Ἐθνικὴ Πινακοθήκη καὶ Μουσεῖο Ἀλεξάνδρου Σούτζου ἔκτακτοι ἐπιμελητὲς μὲ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου καὶ ἀσχολούμενοι μὲ τὴν ὀργάνωση καὶ τὴν παρουσίαση ἐκθέσεων ζωγραφικῆς, γλυπτικῆς καὶ χαρακτικῆς, διορίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ ἁρμόδιου ὀργάνου σὲ ὑφιστάμενες κενὲς ὀργανικὲς θέσεις ἐπιμελητῶν τοῦ κλάδου ΑΤ1 ἱστορικῶν τέχνης, μὲ εἰσαγωγικὸ βαθμὸ 7ο, τοῦ νομικοῦ τούτου προσώπου, ἐφ' ὅσον ἔχουν πτυχίο Φιλοσοφικῆς Σχολῆς ἡμεδαποῦ, ἢ ἰσότιμου ἀλλοδαποῦ Πανεπιστημίου.

Ἄρθρο 19.

1. Ἡ παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Ν. 1064/1980 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«1. Εἰς μὲν τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εἰσάγοντας ἢ ἐξάγοντας μὴ ἐγγεγραμμένους ὑλικοὺς φορεῖς ἤχου ἢ εἰκόνος ἢ ἤχου καὶ εἰκόνος ἐπιβάλλεται ἡ ὑποχρέωσις ὅπως πρὸ πάσης ἐνάρξεως τῆς παραγωγικῆς, εἰσαγωγικῆς ἢ ἐξαγωγικῆς διαδικασίας λαμβάνουν τὴν ἔγγραφον πρὸς τοῦτο ἄδειαν τοῦ κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος εἰδικοῦ νομικοῦ προσώπου. Εἰς δὲ τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εἰσάγοντας, ἐξάγοντας, κατέχοντας ἐπὶ σκοπῷ περαιτέρω ἀμέσου ἢ ἐμμέσου διοχετεύσεως εἰς τὴν ἀγορὰν ἢ παντοιοτρόπως εἰς τὸ κοινὸν διαθέτοντας ἐγγεγραμμένους ὑλικοὺς φο-

ρεῖς ἤχου ἢ εἰκόνος ἢ ἤχου καὶ εἰκόνος ἐπιβάλλεται ἡ ὑποχρέωση ὅπως, κατὰ περίπτωση: α) οἱ παράγοντες καὶ κατέχοντες τοιούτους φορεῖς, ἅμα τῷ πέρατι τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας ἢ τῇ ὁπωσδήποτε κτήσει αὐτῶν, β) οἱ εἰσάγοντες, ἐξάγοντες ἢ εἰς τὸ κοινὸν διαθέτοντες, πρὸ τοῦ πέρατος τῆς εἰσαγωγικῆς ἢ ἐξαγωγικῆς διαδικασίας ἢ τῆς καθ' οἱονδήποτε τρόπον διαθέσεως τῶν εἰρημένων φορέων, ἐπικολλοῦν ἢ ὁπωσδήποτε ἀποτυποῦν ἐπὶ τῆς συσκευασίας ἢ τοῦ σώματος ἢ ἀμφοτέρων τούτων ἑνὸς ἑκάστου τεμαχίου τῶν εἰδῶν αὐτῶν εἰδικὸν ἐπίσημα ἢ ταινίαν ἐλέγχου ἢ ἕτερον θεωρημένον παραστατικόν, διὰ τοῦ ὁποίου πιστοποιεῖται τὸ σύννομον τῶν ἐν λόγῳ ἐγγεγραμμένων φορέων ἤχου ἢ εἰκόνος ἢ ἤχου καὶ εἰκόνος. Ἔτι δὲ περαιτέρω, τοιοῦτοι φορεῖς, οἵτινες δὲν πληροῦν τὴν ὡς εἴρηται διαπιστωτικὴν καὶ μόνον τοῦ συννόμου αὐτῶν προϋπόθεσιν, ἀπαγορεύεται ὅπως καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἐκτίθενται, διαφημίζονται ἢ ἄλλως πως ἀποτελοῦν ἀντικείμενον οἱασδήποτε ἐνεργείας προωθήσεως τῆς διαθέσεως αὐτῶν».

2. Ἡ παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Ν. 1075/1980 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«2. Ἐκ τῶν διαφόρων χρήσεων τῆς ἑρμηνείας, εἰδικῶς επί α) μεταγενεστέρας ἀναπαραγωγῆς ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν τῆς ἐγγεγραμμένης ἢ τῆς ραδιοτηλεοπτικῶς ἢ ἄλλως πως μεταδιδομένης ἢ μεταδοθείσης ἑρμηνείας, β) μεταδόσεως εἰς τὸ κοινὸν τῆς ἐγγεγραμμένης τοιαύτης, γ) ραδιοτηλεοπτικῆς ἢ εἰς τὸ κοινὸν ἀναμεταδόσεως τῆς ραδιοτηλεοπτικῶς ἢ ἄλλως πως μεταδιδομένης ἢ μεταδοθείσης ἑρμηνείας καὶ δ) τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ περιπτώσεων, τὰ δικαιώματα τῶν καλλιτεχνῶν—ἑρμηνευτῶν ἀσκοῦνται μόνον ὑπὸ τῶν οἰκείων προσωπικῶν μὴ κερδοσκοπικῶν διαχειριστικῶν ὀργανισμῶν τῶν καλλιτεχνῶν-ἑρμηνευτῶν. Οἱ ἐν λόγῳ διαχειριστικοὶ ὀργανισμοὶ συνιστῶνται ἢ ἀναγνωρίζονται διὰ προεδρικοῦ διατάγματος ἐκδιδομένου τῇ προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας τῆς Κυβερνήσεως καὶ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν μετ' ἀπόφασιν τῶν ἐν τῷ ἑπομένῳ ἐδαφίῳ τοῦ παρόντος ἐπιτροπῶν, καὶ μετέχουν τοῦ εἰδικοῦ νομικοῦ προσώπου τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 παρ. 2 τοῦ Ν. 1064/1980. Αἱ ἐπιτροπαί, αἱ ὁποῖαι ἀποφασίζουν τὴν σύστασιν ἢ ἀναγνώρισιν τῶν ρηθέντων διαχειριστικῶν ὀργανισμῶν, συνιστῶνται διὰ προεδρικοῦ διατάγματος ἐκδιδομένου τῇ προτάσει τῶν αὐτῶν ὡς ἄνω Ὑπουργῶν καὶ ὁρίζοντος τὴν συγκρότησιν, τὸν βαθμὸν καὶ τὴν σύνθεσιν τῶν ἐπιτροπῶν, τὰς ἁρμοδιότητας αὐτῶν, εἰς τὰς ὁποίας περιλαμβάνεται καὶ ἡ θέσις τῶν κανόνων λειτουργίας τούτων καί τῆς ἐνώπιον αὐτῶν διαδικασίας, ὁ καθορισμός, ἡ διαχείρισις καὶ ἡ διάθεσις τῶν πρός κάλυψιν τῶν ἐξόδων τῆς διαδικασίας ταύτης καταβλητέων τελῶν, ὡς καὶ τὰ κριτήρια συστάσεως ἢ ἀναγνωρίσεως τῶν εἰρημένων διαχειριστικῶν ὀργανισμῶν, μεταξὺ τῶν ὁποίων καὶ τὸ τῆς ἀντιπροσωπευτικότητος αὐτῶν. Ἡ ὑπὸ τῶν διαχειριστικῶν ὀργανισμῶν ἄσκησις τῶν ὡς ἄνω δικαιωμάτων ἀφορᾷ μόνον εἰς τὰς χρήσεις τῆς ἑρμηνείας, αἵτινες εἶναι μεταγενέστεραι τῆς ὑπὸ τῶν καλλιτεχνῶν—ἑρμηνευτῶν ὑποδείξεως τοῦ ὀργανισμοῦ τῆς ἐκλογῆς των, ἥτις ὑπόδειξις ἐπὶ ἑρμηνείας παρὰ συνόλου ἐνεργεῖται ὑπὸ τῶν ἐν τῷ ἑπομένῳ ἄρθρῳ ὁριζομένων διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν δικαιωμάτων προσώπων».

Ἄρθρο 20.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῆ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Ἀπριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΑΓΑΜ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 13 Ἀπριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως:

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	2.500
2. » » » Β'	»	4.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	3.000
4. » » » Γ'	»	1.500
5. » » » Δ'	»	3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ.	»	1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	300
8. » » » Παράρτημα	»	800
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	125
2. » » » Β'	»	200
3. » » » ΤΑΠΣ	»	150
4. » » » Γ'	»	75
5. » » » Δ'	»	175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	15
8. » » » Παράρτημα	»	40
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	40
11. Για όλα τα τεύχη	»	1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών:

1. Των καταστατικών	Δραχ.	25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	»	25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	»	8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπευσης στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70	»	6.000
8. Των ανακοινώσεων γιά κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ — ΗΣΑΠ — ΟΣΕ	»	2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	2.800
10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δραχ.	2.800
11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α. Ν. 148/67.	»	2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	2.000

Β'. Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

1. Των καταστατικών	»	2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	»	2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	»	2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	»	1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών — Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών — Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων:

ΙΙ. Στο Τέταρτο τεύχος:

Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως	»	1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής:

α) στην Αθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού: όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ